

Arrêté publiant divers actes législatifs

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu les articles 119 à 120 de la loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984 ;
sur la proposition de son président,

arrête :

Article premier Les actes législatifs suivants sont publiés dans la Feuille officielle :

1. Décret portant octroi d'un crédit de 17'100'000 francs destiné aux études et travaux relatifs au remplacement du Grand-Pont de La Chaux-de-Fonds, du 22 janvier 2019.
2. Décret portant octroi d'un crédit de 17'600'000 francs pour la rénovation et l'aménagement de la route située entre Les Ponts-de-Martel – La Sagne – La Corbatière, du 22 janvier 2019.
3. Décret portant octroi d'un crédit de 39'100'000 francs destiné aux études et travaux relatifs à l'assainissement et à la sécurisation du tunnel de La Clusette, du 22 janvier 2019.
4. Loi portant modification de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt) (Congé paternité), du 22 janvier 2019.
5. Loi portant modification :
 - de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN)
 - de la loi sur la magistrature de l'ordre judiciaire et la surveillance des autorités judiciaires (LMSA)
 - de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LI-CPP) (Révision du statut du procureur général),
du 22 janvier 2019.

Art. 2 ¹Le présent arrêté sera inséré dans le numéro 6 de la Feuille officielle, du 8 février 2019. Le délai référendaire sera échu le 9 mai 2019.

²Toute demande de référendum doit faire l'objet d'une annonce préalable auprès de la chancellerie d'État au plus tard le 28 février 2019.

Neuchâtel, le 6 février 2019

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND

Teneur des décrets et des lois :

Décret portant octroi d'un crédit de 17'100'000 francs destiné aux études et travaux relatifs au remplacement du Grand-Pont de La Chaux-de-Fonds

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

sur la proposition du Conseil d'État, du 22 août 2018,

décède :

Article premier Un crédit d'engagement de 17'100'000 francs est accordé au Conseil d'État pour la réalisation des études et travaux relatifs au remplacement du Grand-Pont de La Chaux-de-Fonds.

Art. 2 Le montant figurant à l'article 1 représente le montant brut du projet, auquel il faut retrancher 10'080'000 francs de recettes, portant ainsi à 7'020'000 francs le montant net finalement à charge de l'État de Neuchâtel.

Art. 3 Le Conseil d'État est autorisé à se procurer, éventuellement par la voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décret.

Art. 4 Les travaux faisant l'objet du présent décret sont déclarés d'utilité publique. Le Conseil d'État reçoit tous les pouvoirs pour acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les immeubles qui pourraient être nécessaires à l'exécution des travaux.

Art. 5 En cas d'expropriation, il sera fait application de la loi cantonale pour l'expropriation pour cause d'utilité publique, du 26 janvier 1987.

Art. 6 Le détail d'exécution de ces études et travaux est confié au soin du Conseil d'État. Le rapport de gestion du Département du développement territorial et de l'environnement donnera chaque année toutes les indications utiles sur l'avancement des études et des travaux, sur les dépenses engagées et sur leur financement.

Art. 7 Le crédit sera amorti conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014, et de son règlement général d'exécution.

Art. 8 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 22 janvier 2019

Au nom du Grand Conseil :

<i>Le président,</i>	<i>La secrétaire générale,</i>
F. KONRAD	J. PUG

Décret portant octroi d'un crédit de 17'600'000 francs pour la rénovation et l'aménagement de la route située entre Les Ponts-de-Martel – La Sagne – La Corbatière

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu l'article 57 de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE), du 24 septembre 2000 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 22 août 2018,

décède :

Article premier Un crédit de 17'600'000 francs est accordé au Conseil d'État pour la rénovation et l'aménagement de la route située entre Les Ponts-de-Martel – La Sagne – La Corbatière.

Art. 2 Le montant figurant à l'article 1 représente le montant brut et net du projet, à charge de l'État de Neuchâtel.

Art. 3 Le Conseil d'État est autorisé à se procurer, éventuellement par la voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décret.

Art. 4 Les travaux de rénovation et d'aménagement entrepris en application du présent décret sont déclarés d'utilité publique. Le Conseil d'État reçoit tous les pouvoirs pour acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les immeubles qui pourraient être nécessaires à l'exécution des travaux.

Art. 5 En cas d'expropriation, il sera fait application de la loi cantonale sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, du 26 janvier 1987.

Art. 6 ¹Les détails d'exécution des travaux sont confiés aux soins du Conseil d'État. Le rapport de gestion du Département du développement territorial et de l'environnement donnera chaque année toutes les indications utiles sur l'avancement des études, sur les dépenses engagées et sur leur financement.

²Des mesures de gestion de la circulation seront anticipées et mises en place en cas d'augmentation de la charge de trafic (TJM) significative 2 ans après la rénovation et l'aménagement.

Art. 7 Le crédit sera amorti conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014, et de son règlement général d'exécution.

Art. 8 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 22 janvier 2019

Au nom du Grand Conseil :

Le président, La secrétaire générale,
F. Konrad J. Pug

Décret portant octroi d'un crédit de 39'100'000 francs destiné aux études et travaux relatifs à l'assainissement et à la sécurisation du tunnel de La Clusette

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

sur la proposition du Conseil d'État, du 22 août 2018,

décède :

Article premier Un crédit de 39'100'000 francs est accordé au Conseil d'Etat pour la réalisation des études et travaux relatifs à l'assainissement et à la sécurisation du tunnel de La Clusette.

Art. 2 Le montant figurant à l'article 1 représente le montant brut du projet, auquel il faut retrancher 23'100'000 francs de recettes, portant ainsi à 16'000'000 francs le montant net finalement à charge de l'Etat de Neuchâtel.

Art. 3 Le Conseil d'Etat est autorisé à se procurer, éventuellement par la voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décret.

Art. 4 Les travaux faisant l'objet du présent décret sont déclarés d'utilité publique. Le Conseil d'Etat reçoit tous les pouvoirs pour acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les immeubles qui pourraient être nécessaires à l'exécution des travaux.

Art. 5 En cas d'expropriation, il sera fait application de la loi cantonale pour l'expropriation pour cause d'utilité publique, du 26 janvier 1987.

Art. 6 Les détails d'exécution des travaux sont confiés au soin du Conseil d'Etat. Le rapport de gestion du Département du développement territorial et de l'environnement donnera toutes indications utiles sur les travaux entrepris et sur les dépenses engagées.

Art. 7 Le crédit sera amorti conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014, et de son règlement général d'exécution.

Art. 8 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 22 janvier 2019

Au nom du Grand Conseil :

Le président, La secrétaire générale,
F. Konrad J. Pug

Loi portant modification de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt) (Congé paternité)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

sur la proposition de la commission législative, des 23 octobre et 12 décembre 2018,

décède :

Article premier La loi sur le statut de la fonction publique (LSt), du 28 juin 1995, est modifiée comme suit :

Art. 74b (nouveau)

- e) de paternité Un congé paternité de 20 jours est accordé au père durant l'année qui suit la naissance, dans les limites de l'organisation de l'entité, avec maintien du traitement.

f) ... *Art. 75 (lettre précédant la note marginale)*

g) ... *Art. 75a (lettre précédant la note marginale)*

Art. 2 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 3 ¹Le Conseil d'État fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

²Il pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 22 janvier 2019

Au nom du Grand Conseil :

Le président, La secrétaire générale,
F. Konrad J. Pug

Loi portant modification

- **de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN)**
- **de la loi sur la magistrature de l'ordre judiciaire et la surveillance des autorités judiciaires (LMSA)**
- **de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LI-CPP) (Révision du statut du procureur général)**

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu les propositions du Ministère public, après consultation de la Commission administrative des autorités judiciaires et du Conseil de la magistrature ;

sur la proposition de la commission législative, du 12 décembre 2018,

décède :

Article premier La loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN), du 27 janvier 2010, est modifiée comme suit :

Art. 51

Le ministère public comprend un procureur général, un procureur général suppléant et des procureurs représentant au total onze postes.

Procureur général *Art. 53a (nouveau)*

suppléant

¹Parmi les procureurs, un procureur général suppléant est désigné par le Conseil de la magistrature, qui peut également le révoquer.

²Il seconde le procureur général, et le remplace en cas de besoin.

Art. 65, al. 2 ; al. 3 (nouveau)

²Il établit les règlements et les directives nécessaires à l'activité du ministère public. Dans ce cadre, il peut créer un organe de direction consultatif ainsi que des sections compétentes en raison de la matière.

³Il peut en outre :

- a) attribuer une procédure particulière à un procureur ou l'en décharger au profit d'un autre ;

b) donner des directives sur la conduite d'une procédure particulière.

Art. 66, al. 1

¹Les procureurs se réunissent en collège pour :

- a) proposer leurs attributions respectives ;
- b) s'assurer de la cohésion du ministère public et de la cohérence de son activité ;
- c) s'informer mutuellement de leurs activités.

Art. 72, al. 3 (nouveau)

³Lorsqu'elle prend des mesures qui concernent directement l'organisation du ministère public, la commission administrative prend l'avis du procureur général.

Art. 91, al. 2 (nouveau)

²Lorsqu'elle prend des mesures qui concernent directement l'organisation du ministère public, la commission administrative prend l'avis du procureur général.

Art. 2 La loi sur la magistrature de l'ordre judiciaire et la surveillance des autorités judiciaires (LMSA), du 27 janvier 2010, est modifiée comme suit :

Art. 52, al. 3 (nouveau)

³Cette disposition n'est pas applicable au procureur général.

Art. 3 La loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LI-CPP), du 27 janvier 2010, est modifiée comme suit :

Art. 35, al. 1

¹Le procureur qui a procédé en première instance et le procureur général ou son suppléant ont qualité pour :

- a) former recours ;
- b) former des appels ;
- c) déposer des demandes de révision.

Art. 4 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 5 ¹Le Conseil d'État fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

²Il pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 22 janvier 2019

Au nom du Grand Conseil :
Le président, La secrétaire générale,
F. Konrad J. Pug